

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 28/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/08/2023

Contexte et constats

Publié sur



SCHROLL Colmar

26 RUE EDOUARD BRANLY

68000 Colmar

Références : 0006700582_2023_08_24_SchrollColmar_ViSuiviéchéances2
Code AIOT : 0006700582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement SCHROLL Colmar implanté 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée en complément de la visite réalisée le 25 juillet 2023, dans le cadre des suites de la visite du 06 octobre 2022 et des mises en demeure du 08 décembre 2022.

En effet, à l'issue de la visite du 25 juillet 2023, des sanctions administratives ont été proposées. L'exploitant ayant communiqué des éléments de réponse par lettre du 11 août 2023, le contrôle a eu pour objet de statuer sur le maintien des propositions de sanctions administratives.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL Colmar
- 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation assure des activités de tri, de regroupement et de transit de déchets non dangereux. Les déchets admis sur le site sont essentiellement constitués de papier/cartons et de plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens incendie et confinement des eaux d'extinction ;
- traçabilité des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Organisation des îlots de stockage (mise en demeure du 08 décembre 2022)	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2	06/10/2022 / Mise en demeure 25/07/2023 / proposition d'astreinte, d'amende et de prescriptions complémentaires	Amende, Astreinte, Prescriptions complémentaires	
2	Fiche d'information préalable (mise en demeure du 08 décembre 2022)	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3	06/10/2022 / Mise en demeure 25/07/2023 / proposition d'astreinte	Astreinte	
3	Registre chronologique des déchets entrants (Mise en demeure du 08 décembre 2022)	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2	06/10/2022 / Mise en demeure 25/07/2023 / proposition d'astreinte	Astreinte	
4	Registre chronologique des déchets sortants (Mise en demeure du 08/12/2022)	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3	06/10/2022 / Mise en demeure 25/07/2023 / proposition d'astreinte	Astreinte	
6	Réseau incendie	Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 13	06/10/2022 / Observation 25/07/2023 / proposition de prescriptions complémentaires	Prescriptions complémentaires	
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 30.3	06/10/2022 / Observation 25/07/2023 / proposition de mise en demeure et de prescriptions complémentaires	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Moyens incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	06/10/2022 / Lettre de suite préfectorale et 25/07/2023 / Observation	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant n'a pas remédié aux mises en demeure du 08 décembre 2022 :

- les îlots de stockage ont été mis en conformité depuis la visite du 25 juillet 2023, mais uniquement sur la moitié ouest le long de la limite nord. De plus, des stockages sont réalisés le long de la limite est ;
- la fiche d'information préalable n'a pas été mise en place ;
- l'exploitant ne dispose pas de registres des déchets entrants et sortants en temps réel.

Par ailleurs, il a été constaté :

- qu'une partie du volume de rétention a été supprimée et que le volume prévu n'est plus disponible.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

Des prescriptions complémentaires sont également proposées afin que l'exploitant transmette les éléments nécessaires pour préciser certaines prescriptions concernant :

- la hauteur des îlots de stockage ;
- le volume d'eau nécessaire pour l'extinction en cas d'incendie et le volume de confinement associé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des îlots de stockage (mise en demeure du 08 décembre 2022)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des îlots de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : 06/10/2022 et 25/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé :</p> <p>« Les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord, à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres. La taille maximum d'un bloc sera de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ profondeur : 10 m ; ▪ largeur : 5 m ; ▪ hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture »
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il a été constaté le 25 juillet 2023, que les stockages disposés le long de la limite nord ne respectaient pas les dimensions prescrites et qu'il n'existait aucune disposition permettant d'assurer le respect des prescriptions relatives à l'organisation des stockages. En conséquence, une astreinte journalière et une amende administrative ont été proposées.</p> <p>Par courriel du 11 août 2023, l'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre des dispositions pour remédier à la non-conformité. Des blocs de béton ont été positionnés à l'extrémité des îlots et un marquage au sol a été mis en place afin de délimiter les îlots. De plus, les stockages ont été limités à deux niveaux.</p>

<p>Au cours du contrôle, il a été constaté la présence des blocs de béton et le respect des dimensions des îlots le long de la limite nord sur la moitié ouest. Un marquage au sol a bien été réalisé, mais celui-ci était peu visible.</p> <p>Toutefois, il a été constaté que les papiers triés situés sous le auvent ne respectaient pas la longueur prescrite (environ 12 m, voir photos en annexe). De plus aucune matérialisation n'a été mise en oeuvre à ce niveau. En outre, des îlots de stockage ont été mis en place le long de la limite est, ce qui n'est pas prévu par l'arrêté préfectoral. Il a été constaté que les tailles prévues pour les îlots de la limite nord n'étaient pas respectées (stockage sur 3 niveaux, soit à un niveau supérieur à la clôture, largeur de l'îlot le plus large très supérieure à 5 mètres, longueur de l'îlot le plus long de l'ordre de 13 m, voir photos en annexe). Or, il est rappelé que les dimensions des îlots ont été prescrites à l'époque de l'autorisation non pas pour des considérations d'effets thermiques liés à un incendie, mais pour faciliter l'intervention des secours.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observation 1 : L'exploitant a mis en œuvre des dispositions pour se conformer à la prescription. Toutefois, les mesures n'ont pas été mises en œuvre sur toute la limite de propriété nord et des îlots de stockage ont été observés le long de la limite est. En l'état, la mise en conformité n'est pas complète. Il est proposé de maintenir les sanctions administratives proposées dans le rapport du 1er août 2023.</p> <p>Observation 2 : Concernant les prescriptions complémentaires proposées dans le rapport du 1er août 2023, l'exploitant a engagé des modélisations des effets thermiques en cas d'incendie des îlots de stockage. Le projet de prescriptions reste toutefois d'actualité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Amende, Astreinte, Prescriptions complémentaires</p>

N° 2 : Fiche d'information préalable (mise en demeure du 08 décembre 2022)

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Fiche d'information préalable</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : 06/10/2022 et 25/07/2023</p>
<p>Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions des points II et III de l'article 13 de l'arrêté du 06 juin 2018 susvisé : <i>« II. Procédure d'information préalable Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</i></p> <p><i>a) Informations à fournir :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;

<ul style="list-style-type: none"> - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>[...]</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p> <p>III. Procédure d'admission</p> <p>[...]</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité »
<p>Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 25 juillet 2023, il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en place de fiches d'information préalable. Une astreinte journalière a été proposée.</p> <p>Par lettre du 11 août 2023, l'exploitant a indiqué que les démarches engagées avec le prestataire sont en cours de finalisation. Une mise en production est prévue le 15 septembre.</p> <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a indiqué avoir une incertitude sur la tenue de l'échéance.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a engagé des actions pour se conformer à la prescription. Toutefois, les dispositions ne sont pas encore opérationnelles.</p> <p>Il est proposé de maintenir les sanctions administratives proposées dans le rapport du 1er août 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>

N° 3 : Registre chronologique des déchets entrants (Mise en demeure du 08 décembre 2022)

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Registre chronologique des déchets entrants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : 06/10/2022 et 25/07/2023</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé :</p> <p>« Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>[...]</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de

collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ».
<p>Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 25 juillet 2023, il a notamment été constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de fournir un registre en temps réel.</p> <p>Il avait été indiqué, qu'en l'état, un registre pour un mois ne pouvait être édité qu'à partir du 7 du mois suivant. Il avait également été indiqué que ces documents ne comportaient pas les numéros SIRET (producteurs, transporteur, ...).</p> <p>Une astreinte journalière a été proposée.</p> <p>Par lettre du 11 août 2023, l'exploitant a indiqué avoir ajouté les champs suivants au registre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence de polluants persistants organiques dans les déchets réceptionnés ; • SIRET des entreprises concernées ; • Code de traitement correspondant au traitement effectué sur le site. <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté le registre du mois de juin 2023.</p> <p>Il a été constaté que la mention des numéros SIRET a bien été ajoutée.</p> <p>Toutefois, le registre comporte des entrées de déchets qui ne correspondent pas à des dépôts réalisés sur le site situé rue Edouard Branly, mais sur le site situé rue Prunier (ex : le 1er juin 2023 : DOP3250467 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37, DOP3252234 – verre, DOP3252236 – piles et accumulateurs visés aux rubriques [...], DOP3252277 – matériaux de construction à base de gypse, DOP3253120 – déchets dangereux de code 160213*).</p> <p>Il a été indiqué que ces entrées concernent les lots de déchets déposés sur l'autre site avec paiement comptant. En effet, dans ces cas, la pesée est réalisée sur le site situé rue Edouard Branly car il n'existe pas d'opérateur de pesée sur l'autre site.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que l'exploitant n'est toujours pas en mesure d'établir un registre en temps réel (impossibilité de présenter le registre du mois d'août).</p>
<p>Observations :</p> <p>A ce stade, l'exploitant ne s'est pas conformé à la prescription.</p> <p>Il est proposé de maintenir les sanctions administratives proposées dans le rapport du 1er août 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 4 : Registre chronologique des déchets sortants (Mise en demeure du 08/12/2022)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3
Thème(s) : Autre, Registre chronologique des déchets sortants (Mise en demeure du 08 décembre 2022)
Point de contrôle déjà contrôlé : 06/10/2022 et 25/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé :</p> <p>« Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>[...]</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p>

<p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets".</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de réception mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ».</p>
<p>Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 25 juillet 2023, il a notamment été constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de fournir un registre en temps réel et que le document présenté ne comportait pas les numéros SIRET.</p> <p>Une astreinte journalière a été proposée.</p> <p>Par lettre du 11 août 2023, l'exploitant a indiqué avoir ajouté les champs suivants au registre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence de polluants persistants organiques dans les déchets réceptionnés ; • SIRET des entreprises concernées ; • Code de traitement correspondant au traitement effectué sur le site. <p>Au cours du contrôle, l'exploitant a présenté le registre du mois de juin 2023.</p> <p>Il a été constaté que la mention des numéros SIRET a bien été ajoutée.</p> <p>Toutefois, le registre comporte des sorties de déchets qui ne correspondent pas à des mouvements réalisés depuis le site situé rue Edouard Branly (ex : le 1er juin 2023 : DOP3248530 – bois, DOP3248540 – mélange de béton, briques, tuiles, ..., DOP3277675 – tubes fluorescents et autres déchets, ...). L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter de justification.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que l'exploitant n'est toujours en mesure d'établir un registre en temps réel (impossibilité de présenter le registre du mois d'août).</p>
<p>Observations :</p> <p>A ce stade, l'exploitant ne s'est pas conformé à la prescription.</p> <p>Il est proposé de maintenir les sanctions administratives proposées dans le rapport du 1er août 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>

N° 5 : Moyens incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : 06/10/2022 et 25/07/2023</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- [...]</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</p> <p>[...]</p> <p>- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Pour mémoire, au cours de la visite du 25 juillet 2023, il a été constaté que la réserve de sable ne disposait pas d'une pelle, mais d'un pot de fleur trouvé.</p>

Il a été constaté que l'exploitant a disposé une pelle à proximité de la réserve de sable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : 06/10/2022 et 25/07/2023
<p>Prescription contrôlée : L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement en particulier : [...] - d'un réseau incendie maillé d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;</p> <p>Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, ...) seront bien repérés et facilement accessibles.</p> <p>Constats : Pour mémoire, à l'issue du contrôle du 25 juillet 2023, il a été proposé de prescrire à l'exploitant la réalisation d'une évaluation relative aux moyens nécessaires en cas d'incendie, dans un délai de deux mois.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir effectué un calcul du débit d'extinction nécessaire et avoir consulté les Services d'Incendie et de Secours. D'après l'exploitant, ceux-ci n'ont pas émis de remarque sur le calcul, mais n'ont pas pu se prononcer sur le caractère suffisant du débit d'extinction disponible, en l'absence de mesure de débit en simultané des poteaux incendie concernés. Le détail du calcul n'a pas été demandé au cours du contrôle.</p> <p>Observation : Il est proposé de maintenir la prescription telle que proposée dans le rapport du 1er août 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 7 : Volume de confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 30.3
Thème(s) : Risques accidentels, Volume de confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : 06/10/2022 et 25/07/2023
<p>Prescription contrôlée : Le volume constitué par les fosses de réception des marchandises, les points bas des aires de stockage et les canalisations d'évacuation correspondant à un volume de 240 m³ devront être aménagés pour servir de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.</p> <p>Les vannes d'obturation situées en bout de canalisation devront pouvoir en cas de sinistre, être facilement manœuvrées par le personnel ou les services de secours</p>

<p>Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 25 juillet 2023, il a été constaté qu'une partie du volume de rétention a été supprimée (une des deux fosses participant à la rétention avait été supprimée) et qu'une des vannes d'isolement ne pouvait pas être aisément manœuvrée.</p> <p>Par lettre du 11 août 2023, il a été indiqué qu'un relevé topographique du site a été commandé afin de mesurer le volume de rétention disponible (relevé prévu le 17 août) et que des dispositions ont été mises en œuvre afin de matérialiser la vanne.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été indiqué qu'un relevé de géomètre a été réalisé le 17 août 2023 afin d'évaluer le volume disponible sur le site. Il a été indiqué que le rapport serait communiqué par le géomètre le 30 août 2023.</p> <p>Concernant la vanne d'isolement, il a été constaté qu'un bloc de béton a été mis en place à proximité pour la matérialiser. Des consignes de manœuvre ont été établies et présentées. Les projets de consignes n'étaient pas encore affichés. D'après l'exploitant, elles sont en cours d'impression.</p>
<p>Observation :</p> <p>Observation 1 : L'Inspection rappelle que si la rétention est assurée par les surfaces disponibles sur le site, il appartient à l'exploitant de s'assurer de l'imperméabilité du revêtement. En l'état, l'Inspection a noté des dégradations significatives de l'enrobé.</p> <p>Observation 2 : Compte tenu des dispositions mises en œuvre par l'exploitant au niveau de la vanne d'isolement, il est proposé de ne maintenir la mise en demeure que sur le premier paragraphe de l'article 30.3. Il convient que l'exploitant communique une photo des consignes affichées à proximité des vannes d'isolement dans un délai de quinze jours.</p> <p>Observation 3 : En lien avec la proposition de prescription complémentaire mentionnée au constat précédent, il est proposé de prescrire à l'exploitant de justifier que le volume de rétention est adapté compte tenu de l'évaluation des débits d'eau nécessaire pour l'extinction.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription ; Prescriptions complémentaires</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Constats hors points de contrôle

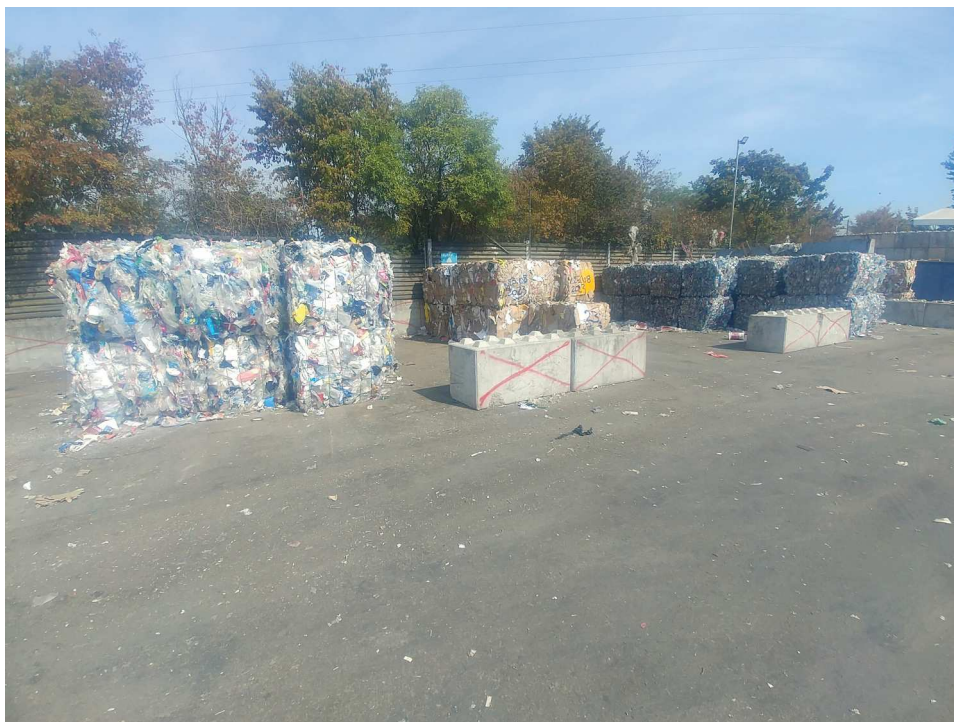
Les conditions de fonctionnement du site ont sensiblement évolué depuis l'autorisation du site, notamment pour ce qui concerne la typologie et les conditions de stockage de déchets (stockage d'encombrants/refus de tri le long de la limite nord, ...).

L'exploitant est invité à réaliser un bilan des modifications réalisées et, à porter les modifications à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ANNEXE

I. Zones d'entreposage des matériaux

Moitié ouest de la limite nord



Stockages de papiers triés



Stockages le long de la limite est





II.Vanne d'isolement

